

Livres

Numéro 803, juillet–août 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/91251ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

(2019). Compte rendu de [Livres]. *Relations*, (803), 45–48.

Sodoma

Enquête au cœur du Vatican

FRÉDÉRIC MARTEL

Paris, Robert Lafont, 2019, 631 p.

Ce livre de Frédéric Martel est un véritable pavé dans la mare. Il propose une vaste enquête sur l'homosexualité au sein du clergé et particulièrement dans ses hautes sphères – archevêques et cardinaux –, notamment au Vatican. À vrai dire, on soupçonnait le fait depuis longtemps, mais le tabou, le déni, la politique du secret et le culte d'une Église toute pure qui prétend laver plus blanc que qui-conque et faire la morale à tout le monde empêchaient une discussion ouverte sur l'homosexualité et plus largement sur le célibat obligatoire des prêtres.

Le dossier est accablant. L'auteur, journaliste d'enquête, a du métier. Ses recherches ont duré quatre ans au Vatican et ailleurs dans le monde : 1500 entrevues ont été menées avec 41 cardinaux, 52 évêques, 45 nonces apostoliques, secrétaires de nonciature ou ambassadeurs étrangers, 11 gardes suisses et plus de 200 prêtres catholiques et séminaristes. Les situations et les pratiques sont mises au jour et les responsables sont parfois nommés. Il n'y a pas simplement faiblesse humaine et incidents de parcours mais véritablement un système qui cultive le mensonge et le pouvoir. Une des failles de ce système est la tolérance des autorités à l'égard des prêtres abuseurs et un oubli des victimes, ce qui donne maintenant lieu à des procès et des condamnations d'évêques en poste.

L'auteur, lui-même homosexuel, n'est évidemment pas contre les relations sexuelles entre deux adultes consentants. Ce qu'il dénonce, c'est l'hypocrisie d'un système ecclésial qui exige la chasteté pour les prêtres et dénonce les relations homosexuelles comme immorales, alors qu'un très grand nombre de prêtres, d'évêques et de cardinaux sont des homosexuels sexuellement actifs. Les uns glissent dans la clandestinité et vivent dans la peur d'être découverts et dénoncés. D'autres s'y habituent et



profitent à plein des failles du système en devenant souvent les propagandistes des thèses les plus sévères contre l'homosexualité. L'auteur montre que les prêtres et évêques homosexuels sont les plus féroce­ment homophobes et ardents défenseurs de la morale traditionnelle. Ils se retrouvent ainsi leaders d'une morale sexuelle inflexible condamnant le condom et s'engagent politiquement contre le mariage civil et le mariage gay. Il y a ici une invraisemblable inversion symbolique et une manière désespérée de se faire bien voir par le milieu traditionnel. Ceux qui affichent les discours les plus conservateurs sont les plus actifs dans leurs pratiques homosexuelles, très souvent déviantes, usant de leur pouvoir pour assouvir leur désir et punir ceux qui refuseraient leurs avances. Pensons seulement au cardinal archevêque de Bogotá, Alfonso Lopez Trujillo, membre de la curie romaine et un des plus farouches pourfendeurs de la théologie de la libération (décédé en 2008).

L'auteur explique le phénomène homosexuel dans le clergé de deux façons. Au plan socio-psychologique, l'homosexualité étant mal vue et souvent réprimée à bien des endroits dans le monde, la carrière clé­ricale devient un débouché fort intéressant et valorisant. On peut également penser que l'imposition du célibat attire davantage de candidats qui ont peu d'attrance envers les femmes. Au plan de la pensée théologique, l'auteur pense que le discours théologique et philosophique sur l'amour chaste comme sublimation de la chair a servi de fondement à un idéal de célibat inconsciemment homosexuel. À cet égard, l'auteur s'en prend particulière­ment à des penseurs comme Jacques

Maritain, François Mauriac, Julien Green et Gabriel Marcel.

Martel n'est pas tendre non plus envers les papes Paul VI, Jean-Paul II, Benoît XVI et François qui ont fermé les yeux sur cette réalité. Benoît XVI est celui qui en sort le moins égratigné. Décrit comme un grand mystique certainement homosexuel de tendance mais personnellement chaste et victime de son entourage, sa démission inattendue témoigne d'un sentiment d'impuissance. Quant au pape François, même si le portrait qu'en donne l'auteur le fait paraître plus retors que courageux face à un environnement fortement hostile, il est d'une autre trempe et tente de changer les choses en dénonçant l'hypocrisie et en posant des gestes fermes.

J'avoue que j'ai pleuré en lisant ce livre. Pleuré de tristesse face au mensonge et au sort fait aux victimes. Pleuré de rage car, finalement, nous revenons au contexte de la Réforme. Luther voulait réformer une Église qui se vautrait dans l'argent, le pouvoir et le mensonge. On a fait de sa protestation une question théologique et doctrinale. Cinq siècles plus tard, nous sommes confrontés au même problème : le système clé­ricale, le pouvoir, le mensonge. En pointant le regard sur les mœurs du clergé et la forte présence homosexuelle, Martel montre les contradictions de l'Église. Est-ce la fin d'un système ? Est-ce le début d'une autre manière de faire Église ? À nous de l'assumer. Le débat ne peut pas être clos.

André Beauchamp

L'envers du travail Le genre de l'émancipation ouvrière

ROLANDE PINARD

Montréal, Lux, 2018, 392 p.

Couvrage à la fois accessible et relativement complexe – dans la mesure où il dialogue avec la tradition de la sociologie du travail et des organisations –, *L'envers du travail* de la sociologue Rolande Pinard bouleverse plusieurs idées reçues sur le sujet.

L'intention de l'auteure n'est pas de simplement réécrire l'histoire du travail

en y incorporant l'expérience qu'en font et qu'en ont fait les femmes – expériences laissées invisibles, jusqu'au début des années 1980, par les perspectives qui se prétendent neutres mais qui ne synthétisent au fond l'histoire et la réalité que d'un point de vue masculin et occidental. Elle veut aussi interroger les perspectives d'émancipation liées au travail en intégrant l'axe du genre à la sociologie du travail.

Le titre, *L'envers du travail*, fait directement écho à la thèse de l'auteure : l'émancipation ne peut venir qu'en se situant à l'extérieur du travail ; la liberté étant l'envers du travail, elle ne peut se conquérir de l'intérieur : « ce n'est pas le travail en tant qu'activité rémunérée qui libère, c'est la volonté collective d'émancipation du rapport d'exploitation et l'action sociale-politique que cette dernière suscite : c'est l'envers du travail » (p. 356).

En dialoguant avec son premier livre, *La révolution du travail. De l'artisan au manager* (Liber, 2000) – qui déployait d'une manière sociohistorique les quatre sens du travail (capital, marchandise, activité et force politique à visée émancipatrice) sans y inclure la réalité spécifique des femmes –, Rolande Pinard contribue à dessiner un nouveau récit d'oppositions entre privé et public, enfermement (ou partenariat) et solidarité, dans lequel les femmes deviennent les héroïnes potentielles des résistances à la domination.

Divisé en trois grandes parties qui correspondent à trois phases du capitalisme, l'ouvrage suit ainsi les luttes des travailleuses, les opposant au syndicalisme dominé par les hommes. Au moment du capitalisme industriel, les nouveaux travailleurs vendent leur force de travail en dernier recours et souhaitent y échapper. Profitant de la prérogative du métier – ersatz de la propriété pour les salariés –, les ouvriers qualifiés construisent les leviers de leur opposition et de leur échappée de l'usine. Devenu syndicalisme de métier, ce mode d'organisation aura cependant pour conséquence d'enfermer les ouvriers dans la relation capital-travail. En se cantonnant à l'espace privé de l'entreprise, ce mode de résistance a durablement nui aux luttes contre l'organisation capita-



liste du travail, même encore aujourd'hui. De leur côté, les ouvrières, exclues des syndicats de métier, ont développé des luttes de solidarité mobilisant l'ensemble d'un territoire ou d'une communauté.

Dans le capitalisme d'organisation, l'opposition entre, d'un côté, l'enfermement du travail dans l'organisation capitaliste et de l'autre, la solidarité élargie avec les luttes sociales et les milieux de vie, ne fait pas que se maintenir ; elle s'accroît. Les ouvriers syndiqués profitent des avantages négociés que leur procure l'emploi. Mais le mode de regroupement qui s'institue alors aux États-Unis, le syndicalisme d'entreprise – qui s'est substitué au syndicalisme de métier – implique encore une fois une collaboration avec le management en vue de l'obtention de privilèges basés sur l'ancienneté dont ne profitent pas les travailleuses. Par manque de solidarité de classe, les hommes ont alors joué le jeu du patriarcat en excluant les femmes des privilèges qu'ils négociaient pour eux et contre elles, alors même qu'ils cautionnaient leur inféodation à l'organisation capitaliste.

Alors que cette forme de « contre-pouvoir » va décliner durant la période plus récente de la mondialisation de la grande entreprise, ce sont encore les luttes à la frontière du salariat et fondées sur la solidarité élargie qui semblent les plus porteuses d'expériences d'émancipation. Au moment du capitalisme d'organisation, les travailleuses luttent pour des droits de portée plus universelle que les privilèges de la convention collective, et à l'encontre du paternalisme. Avec le

capitalisme globalisé, elles sont au cœur de nouvelles confrontations qui réhabilitent les luttes portant sur le travail, notamment les conditions de travail et la syndicalisation de populations marginalisées (racisées, immigrantes, défavorisées).

On peut ainsi lire cet ouvrage comme une critique d'un syndicalisme qui confine l'opposition au capitalisme dans le cadre de la négociation d'avantages exclusifs. A contrario, en illustrant abondamment la combativité des femmes dans le mouvement ouvrier, il montre aussi que l'émancipation émerge de l'expérience même de la lutte, de la conscience et de la force qui en découlent. On retiendra de plus que ces luttes et cette émancipation n'avaient pas l'espace privé comme ancrage, qu'il soit domestique ou organisationnel, mais toujours l'espace territorialisé où se déploient des solidarités concrètes.

Cette lecture nous laisse sur l'idée que la conscience de classe ne s'acquiert pas avant tout dans le travail, mais dans les luttes pour exercer les droits ainsi que les libertés reconnus par une communauté politique et dans les actions communes en solidarité avec d'autres groupes de la société pour accéder à la pleine citoyenneté.

Marie-Pierre Boucher

Aux quatre chemins Papineau, Parent, La Fontaine et le révolutionnaire Côté en 1837-1838

YVAN LAMONDE
Montréal, Lux, 2018, 244 p.

L'objectif de l'historien Yvan Lamonde dans son dernier ouvrage est de « comprendre et faire comprendre » le parcours de quatre patriotes (Papineau, Parent, La Fontaine et Côté), pris dans la tourmente des événements de 1837 et 1838.

L'auteur prend soin d'exposer, dans un premier temps, l'évolution de la pensée politique de Papineau, une évolution qui s'opère dans le cadre d'une lutte de plus en plus acharnée pour l'autonomie. Cette

autonomie est pensée par Papineau comme une extension, au Canada, du système électif à tous les domaines, et particulièrement dans l'institution d'un Conseil législatif électif. Député de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada et chef du Parti canadien (devenu le Parti patriote en 1826), Papineau s'évertue à réformer le système politique colonial britannique tout en restant loyal à la métropole. Pour l'auteur, il ne s'agit pas d'une contradiction puisque « l'action politique et parlementaire de Papineau avant 1837 trouve sa vigueur réelle si on le replace dans la condition *coloniale* du Bas-Canada » (p. 22). Ici, l'objectif avoué de l'historien est de défendre l'idée d'une certaine « radicalité » dans la position de Papineau avant 1837 – mais dont on voit mal comment elle aurait pu être réalisée à l'époque –, qui en appelait à un changement politique pouvant aboutir à une situation similaire à celle des États-Unis : l'autonomie de la colonie et le développement du système républicain.

Réalisant que les réformes pour lesquelles il se battait ne pouvaient se concrétiser, Papineau change de stratégie à partir de 1837. Il opte pour l'organisation d'assemblées populaires afin de mettre sur pied la stratégie de « non consommation de biens importés » britanniques et écossais, rappelant celle des Américains en 1775. L'intention de Papineau est de lancer un message au

gouvernement britannique : acceptez de réformer le système politique colonial ou courez le risque que le Canada devienne un pays indépendant.

Étienne Parent, qui fait son entrée sur la scène politique en tant que journaliste au cours des années 1820, partage les mêmes préoccupations que Papineau. Mais pour lui, il s'agit principalement de lutter contre le projet de l'Acte d'Union qui commence à prendre forme en 1822, projet particulièrement dangereux pour la langue française ; il anticipe « la disparition de la langue française d'abord dans les procédures parlementaires et, dix ans plus tard, dans les débats » (p. 60). Malgré le fait que Parent ne voulait pas pousser le peuple à la révolte et qu'il critiqua Papineau et le Parti patriote, il sera jeté en prison pour « menées séditeuses » par le gouverneur Colborne.

Louis-Hyppolite La Fontaine connaît, quant à lui, un parcours similaire à celui de Parent. Élu député en 1830, alors qu'il n'a que 23 ans, il prend position contre le projet de l'Acte d'Union et s'éloignera de Papineau au milieu des années 1840 en s'opposant notamment à l'idée de recourir à la création d'une Assemblée législative. Pour lui, l'élaboration d'un « gouvernement responsable » au Canada-Uni répond bien à l'idée d'un « gouvernement dirigé par et avec la majorité des représentants », sans toutefois prendre en considération le déséquilibre numérique entre les représentants et les populations. La Fontaine prend également comme modèle les États-Unis, dont le gouvernement garantit « la liberté politique et une société sans aristocratie ». Ce qui l'amène à soutenir l'abolition des droits seigneuriaux qui représentent, à ses yeux, une forme d'aristocratie, proposition de toute évidence appuyée par Papineau et Parent, puisqu'elle constitue « la sixième résolution de l'assemblée populaire de Sainte-Rose, le 11 juin 1837 » (p. 183).

Néanmoins toutes ces tentatives réformistes du régime colonial britannique n'aboutirent pas. Elles auraient, en effet, nécessité qu'on remette en question tout le système. Et c'est cela qu'a compris le docteur Cyrille-Hector-Octave Côté dont le parcours est marqué par un militantisme de plus en plus radical. Sa position, comme l'indique l'auteur,

relève de « la mouvance républicaine radicale qui permet de voir les limites des positions de Papineau et, de surcroît, de celles de Parent et de La Fontaine » (p.186). En tant que médecin en contact avec le peuple, il connaît les souffrances de ce dernier et voit dans le système seigneurial et le cléricalisme le mal à abattre. C'est pourquoi il « puise dans les principes de la Révolution américaine les arguments » pour dénoncer ce système.

Les chemins empruntés par ces quatre hommes s'entrecroisent et se séparent selon leur vision respective, et en fonction des différentes conjonctures historiques du régime colonial britannique. Le grand mérite d'Yvan Lamonde est de montrer l'apport de chacun dans la lutte d'élaboration du patriotisme québécois.

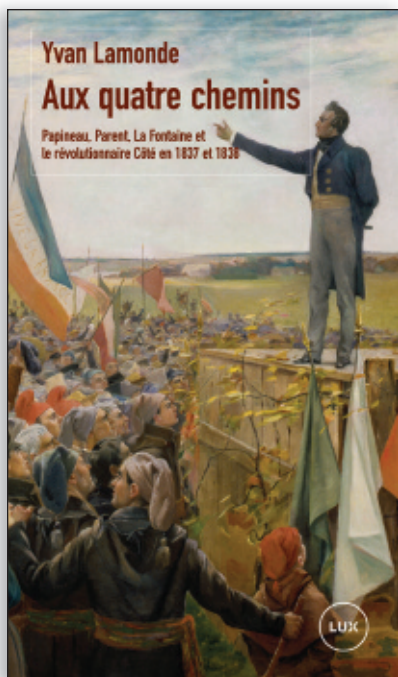
Alain Saint-Victor

La paix soit avec toi/ Salam Alaykum Oui les religions sont faites pour réunir!

CHRISTIAN DEFEVRE ET
OTHMANE IQUIOUSSEN
Montréal, Novalis, 2017, 366 p.

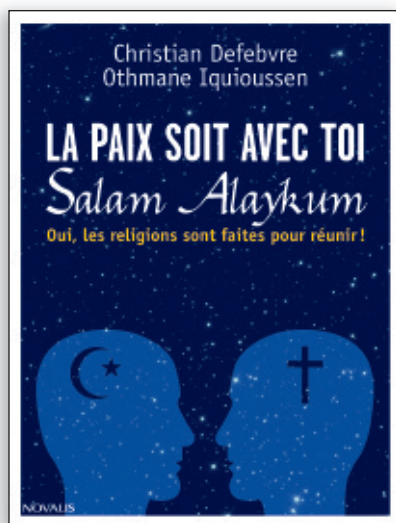
Prenant l'exact contrepied des discours instillant la peur de l'autre et défendant la thèse du choc des civilisations, Christian Defevre et Othmane Iquioussen tentent de faire la preuve que les différences culturelles et théologiques ne sont pas insurmontables. Et que l'islam et le christianisme peuvent être des vecteurs de paix et de fraternité. Ils déconstruisent ainsi les clichés trop souvent mis de l'avant dans le débat public, à la faveur de polémiques sur l'immigration, l'intégrisme ou le colonialisme. Qui plus est, ils le font dans un style et un langage accessibles aux lecteurs profanes, sans occulter la complexité des enjeux.

Catholique assumé, agrégé en histoire et auteur de manuels scolaires en histoire des religions, Christian Defevre ouvre ce volume par une incursion dans les Évangiles afin de dégager les fondements d'une culture (chrétienne) de la



paix. Diplômé en science islamique de l'université al-Azhar en Égypte, Othmane Iquioussen est quant à lui imam à la mosquée de Raismes, dans le nord de la France. Profondément engagé dans le dialogue interreligieux, il convie les lecteurs à une incursion dans la culture de la paix telle qu'elle se décline dans le Coran, le *hadith* et la jurisprudence islamique. S'ensuit un très long chapitre où les auteurs mettent en exergue la corruption des idéaux pacifiques de l'Écriture sainte, à la faveur des contingences de l'histoire. On y met en évidence les épisodes les plus sanglants – des Croisades aux conquêtes de Tamerlan, sans oublier le 11 septembre 2001 à New York, en s'attardant à l'orientalisme, au colonialisme et au wahhabisme, mais non sans évoquer aussi les figures pacifiques et les rencontres fraternelles entre chrétiens et musulmans.

Consacré au djihad, à la liberté de religion et à l'éthique de la guerre en terre d'islam, le quatrième chapitre est sans contredit le plus riche de cet ouvrage. Les auteurs restituent au mot *djihad* sa véritable signification, c'est-à-dire



l'ascèse et le perfectionnement spirituel auxquels sont conviés les fidèles musulmans. Ils mettent ainsi en évidence les mésusages du terme dans les débats publics occidentaux, influencés par celui tendancieux de *djihadisme*, devenu synonyme de terrorisme islamique. On évoque aussi l'enjeu du pluralisme en islam, afin de montrer le décalage entre l'enseignement du Prophète sur la liberté de culte et la discrimination des minorités religieuses dans les pays à majorité musulmane. Est abordée aussi la question de l'éthique militaire en islam, en la restituant dans son contexte historique

et en montrant comment le Coran et la jurisprudence islamique interdisent la persécution des non-musulmans en territoire conquis, leur conversion forcée ainsi que la profanation des lieux de culte et la mutilation des corps des ennemis. Une illustration éloquent du caractère blasphématoire, hérétique et résolument anti-islamique des agressions et destructions perpétrées par les hommes du groupe armé État islamique en Syrie et en Irak, notamment.

Un chapitre conclusif s'intéresse aux courants réformateurs en islam et au sein du christianisme contemporains, présentés comme des remparts face aux intégrismes et aux velléités bellicistes à l'œuvre au sein de ces deux monothéismes.

Dans l'ensemble, donc, un excellent ouvrage, malgré des chapitres un peu longs qui auraient gagné à être scindés, et la formule très « scolaire » et linéaire. Dans un livre consacré au dialogue interreligieux, on se serait plutôt attendu à une formule dialoguée entre les deux auteurs.

Frédéric Barriault

**JE CHOISIS
UNE FORMATION
ADAPTÉE À
MES BESOINS**



**Inscrivez-vous
à nos nouveaux programmes**

- Certificat en spiritualités chrétiennes
- Microprogramme en éthique théologique
- Microprogramme en pastorale et éthique sociales
- Certificat en études bibliques (entièrement à distance)

ftsr.ulaval.ca

Faculté de théologie
et de sciences religieuses

